

« Si nous voulons gagner, il va falloir lutter ensemble »

Lettre ouverte de l'Union syndicale Solidaires aux salarié-es, aux organisations et équipes syndicales

Nous ne redisons pas ici tout le mal que nous pensons des attaques contre le droit du travail qu'a mis en route le gouvernement Philippe sous l'autorité d'Emmanuel Macron. Cette offensive vise à bouleverser à l'avantage des possédants tout ce qui fait les rapports sociaux dans ce pays.

Ainsi, le CDI tel que nous le connaissons serait vidé de sa substance ; la négociation au cas par cas, boîte par boîte de TOUT ce qui est lié à notre travail (salaire, amplitude, conditions de travail) serait généralisée ; des instances liées à la sécurité et à la santé au travail comme le CHSCT seraient promises à la disparition ; les indemnités prudhommales seraient soumises à un barème fixe, autant dire que les patrons pourraient mettre de côté pour licencier à loisir... Globalement cela sera plus de droits pour les patrons, moins de droits pour les salarié-es.

Les informations dont nous disposons actuellement témoignent du caractère révoltant pour les salarié-es de cette nouvelle loi travail 2 ou « XXL ». La méthode en elle-même, celle des ordonnances, ressemble comme deux goûtes d'eau au « blitzkrieg » (guerre éclair) social que promettait François Fillon. Le gouvernement porte le fer sur bien d'autres fronts : jour de carence dans la fonction publique, gel du point d'indice, suppressions de 120 000 postes suppression de facteurs de pénibilités, passage de l'Etat d'urgence dans le droit commun... C'est bien notre vie quotidienne qui va pâtir, dès maintenant, des mesures prises par ce gouvernement.

Les attaques sont de taille, donc. Et pourtant, nous ne voyons pas pour l'heure une ébullition dans les entreprises et les services. Nous savons que la lutte contre la première loi travail en 2016 pèse aujourd'hui : « à quoi bon faire grève, manifester ? », ce sont des questions que l'on entend autour de nous, et il faut y répondre.

Nous pensons, à l'Union syndicale Solidaires, qu'il ne faut pas se résigner à la régression sociale généralisée. Nous pensons que c'est sans doute parce que la grève et le blocage de l'économie ne sont pas allés assez loin que nous n'avons pas réussi à faire reculer le gouvernement précédent. Qu'à cela ne tienne : nous ne sommes pas de celles et ceux qui baissent les bras, servons nous de nos expériences.

Mais pour cela nous savons qu'on est plus fort-es ensemble. Nous avons à trois reprises invité à des rencontres intersyndicales pour organiser la riposte. La CGT a décidé seule d'une journée de grève le 12 septembre. Pour Solidaires, nous ne nous arrêterons pas à la manière : la grève du 12 septembre, nous la faisons nôtre, et il faut que nous soyons nombreuses et nombreux en grève et dans la rue ce jour-là. Nous pensons même que cette date peut rallier d'autres équipes syndicales, au-delà de la CGT et Solidaires : quel-le syndicaliste peut décemment dire aujourd'hui que ce que prépare le gouvernement

Philippe/Macron « n'est pas grave » ? Oui, c'est grave, et ça mérite une résistance commune. On ne peut pas se résoudre à être divisé à ce point quand l'ennemi commun frappe aussi fort.

Bien sûr nous savons qu'il faut encore convaincre autour de nous de la nécessité de faire grève. Convaincre et engager les salarié-es, jeunes, chômeur-euses, dans la lutte c'est notre légitimité, et elle est bien plus forte que celle d'un gouvernement élu par moins de 20 % des inscrit-es sur les listes électorales.

Alors quand nous nous arrêtons de travailler, quand on fait grève, c'est cela que nous démontrons : la société c'est bien nous, les salarié-es, qui la faisons avancer tous les jours et pas un gouvernement, qui, s'il est « en marche », l'est au seul service des patrons, des banquiers et des actionnaires.

Nous pensons indispensable de travailler ensemble dès à présent dans la construction d'un mouvement de grèves et d'actions :

Si la grève du 12 septembre est forte, il sera plus difficile pour le gouvernement de prétendre « avoir été élu pour ça » comme il le péroré dans les médias. Si la grève du 12 septembre est forte, il sera plus facile d'imaginer la suite à lui donner. Et en ce sens, nous proposons dès maintenant de mettre en débat la date du 20 septembre, jour où seront promulguées les ordonnances Macron.

Ainsi nous savons que c'est en en discutant collectivement, en menant ce travail de conviction, salarié-e par salarié-e, que nous pourrons ancrer notre mobilisation, la rendre plus forte, plus générale, dans la durée.

Ces idées sont évidemment partagées au delà de Solidaires. Ne restons pas chacun-e dans notre coin ! Réunissons nous, salarié-es, syndicats, militant-es ou pas, sur nos lieux de travail pour échanger, discuter, de comment plus et mieux mobiliser dans l'objectif de gagner, mettre en place les solidarités pour que les plus fragiles d'entre nous puissent prendre leur juste place au combat commun. En 2016, dans les villes et les entreprises où ces échanges et ces constructions collectives se sont faits, cela s'est traduit dans les grèves, les blocages et les manifestations. C'est à la fois la preuve que c'est possible mais que le débat est nécessaire.

Si nous voulons nous fixer des objectifs au-delà d'une journée d'action, alors il faut en discuter et s'en donner les moyens. Nous ne sommes pas « rien » comme Macron le pense au sujet de celles et ceux qui, dans les gares, n'ont pas les signes extérieurs de richesse qu'il affectionne : au contraire, nous pouvons être tout parce que c'est nous qui produisons les richesses, qui faisons vivre les services apportés à l'ensemble de la société.

Nous pouvons faire reculer le gouvernement : de nombreuses actions militantes vont se dérouler pendant l'été, jusqu'à l'université du Medef le 30 août à Jouy-en-Josas où nous appelons à nous rassembler.

Mais c'est bien le 12 septembre qui sera notre test grandeur nature : à Solidaires nous faisons le pari que la mobilisation et l'unité seront au rendez-vous. Nous faisons le pari qu'un mouvement social fort peut naître. Il ne pourra emporter la victoire que si les équipes travaillent de façon unitaire, que si la grève est puissante et généralisée, bloquant l'économie et imposant au gouvernement et au Medef de capituler. Nous y contribuerons activement et de toutes nos forces.

